

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

Loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles : Loi Intégrale – budget Intégral

A partir de ce lundi 7 septembre, un projet de loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles est examiné par la commission spéciale dédiée à l'Assemblée nationale. Il est temps que la France se dote des moyens nécessaires pour répondre à la gravité de la situation, faire cesser les violences sexistes et sexuelles, et accompagner les victimes. Pour cela, l'Etat doit accorder *a minima* 3 milliards d'euros par an à son budget.

L'affaire Lyhanna a suscité une onde de choc mais surtout une vive colère. Elle rappelle l'ampleur dramatique et systémique des violences qui frappent les femmes et les enfants partout, de la sphère privée au lieu de travail. Alors que 94 % des affaires de viol sont classées sans suite, l'impunité règne et les réponses institutionnelles restent insuffisantes. Les annonces du gouvernement, qui évoquent un détricotage de la loi et des mesures éparpillées à budget constant, ne sont pas sérieuses. La CGT prend toute sa part dans l'initiative portée avec les associations et syndicats de la coalition féministe. Sur le lieu de travail, lieu de rapports de domination où 30 % des salariées ont déjà subi des agressions ou du harcèlement et où 80 % des employeurs n'ont aucun plan de prévention, l'urgence est absolue.

Pour mettre fin à ce drame social, la CGT exige :

- La reprise intégrale des 140 propositions travaillées par les associations et syndicats, notamment sur les violences sexistes et sexuelles au travail (VSST) ;
- Un budget de 3 milliards d'euros *a minima* par an pour traiter les dossiers dans les délais, former l'ensemble des professionnel·les (prévention, identification, protection, réparation), protéger les victimes et stopper l'impunité.

A toutes les étapes, allant de l'information à la prévention et à la réponse judiciaire, ce sont les services publics qui seront mobilisés et en première ligne. C'est avec cette exigence de moyens humains et financiers pour répondre à tous les besoins que la CGT appelle à la grève et aux manifestations pour les services publics le 29 septembre.

À l'occasion de la conférence de presse organisée ce jour à 17h30 place Vendôme, la CGT appelle l'ensemble des travailleuses, travailleurs et citoyen·nes à soutenir les 115 rassemblements organisés ce soir dans toute la France pour faire cesser les violences sexistes et sexuelles et appeler le gouvernement à prendre ses responsabilités.

Le 7 septembre 2026, Montreuil